



Luxembourg, le 30 AOUT 2017

## AUTORISATION D'EXPLOITATION

N° 3/2017/0092/145

### Le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire,

Revu l'arrêté N° 3/2014/0261/145 du 23 janvier 2017 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire autorisant la SA ORANGE COMMUNICATIONS LUXEMBOURG, à exploiter un site d'installations radioélectriques fixe se situant à Luxembourg, Place de l'Europe;

Vu la demande du 8 février 2017 présentée par la SA ORANGE COMMUNICATIONS LUXEMBOURG, aux fins de pouvoir obtenir l'autorisation pour la modification d'un site d'installations radioélectriques fixe se situant sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Luxembourg, Section ED de Neudorf, 4, Place de l'Europe, numéro cadastral 515/5314, LUREF: 78262E 75970N; que plus particulièrement l'autorisation est sollicitée pour:

- un site d'installations radioélectriques fixes se composant de:

Antenne 1	Marque / Type :	Kathrein / 80010292v03
	Milieu de l'antenne :	82,15 m (au-dessus du sol)
	Azimut :	20 °
	<b>Bande de fréquence</b>	<b>Puissance à l'entrée de l'antenne (P<sub>in</sub>)</b>
	791-862 MHz	46,45 W
	791-862 MHz	46,45 W
	880-960 MHz	44,57 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
1920-2155 MHz	32,81 W	
Antenne 2	Marque / Type :	Kathrein / 80010292v03
	Milieu de l'antenne :	80,00 m (au-dessus du sol)
	Azimut :	90 °
	<b>Bande de fréquence</b>	<b>Puissance à l'entrée de l'antenne (P<sub>in</sub>)</b>
	791-862 MHz	46,45 W
	791-862 MHz	46,45 W
	880-960 MHz	44,57 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
1920-2155 MHz	32,81 W	



Antenne 3	Marque / Type : Milieu de l'antenne : Azimut :	Kathrein / 80010292v03 81,70 m (au-dessus du sol) 180 °
	<b>Bande de fréquence</b>	<b>Puissance à l'entrée de l'antenne (P<sub>in</sub>)</b>
	791-862 MHz	46,45 W
	791-862 MHz	46,45 W
	880-960 MHz	44,57 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
	1920-2155 MHz	32,81 W
Antenne 4	Marque / Type : Milieu de l'antenne : Azimut :	Kathrein / 80010292v03 82,05 m (au-dessus du sol) 350 °
	<b>Bande de fréquence</b>	<b>Puissance à l'entrée de l'antenne (P<sub>in</sub>)</b>
	791-862 MHz	46,45 W
	791-862 MHz	46,45 W
	880-960 MHz	44,57 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
	1710-1880 MHz	35,56 W
	1920-2155 MHz	32,81 W
<b>Total des puissances à l'entrée des antennes (P<sub>in</sub>) :</b>		<b>965,6 W</b>

- des émetteurs radioélectriques à faisceau hertzien;

- des accumulateurs électriques d'une capacité totale de 300 Ah (48 V);

Vu la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés;

Vu le règlement grand-ducal du 25 janvier 2006 déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel "Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles";

Vu le règlement grand-ducal modifié du 10 mai 2012 portant nouvelles nomenclature et classification des établissements classés;

Vu le plan de situation et celui des lieux;

Considérant, en ce qui concerne les compétences du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, que les conditions d'exploitation tiennent compte des nuisances et dangers pouvant éventuellement résulter de l'exploitation de l'installation faisant l'objet de la demande d'autorisation précitée; que ces conditions sont à considérer à l'état actuel de la technologie comme suffisantes pour garantir d'une manière générale la sécurité, la salubrité et la commodité par rapport au personnel occupé et au public;

### ARRÊTE:

**Article 1<sup>er</sup>:** - L'arrêté N° 3/2014/0261/145 du 23 janvier 2017 du Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire est abrogé.

**Article 2:** - L'autorisation sollicitée est accordée sous réserve des conditions d'exploitation suivantes:



## **I) Conditions générales**

1) Le site d'installations radioélectriques fixe doit être aménagé et exploité conformément aux plans et indications techniques contenus dans le dossier de la demande et conformément aux prescriptions du présent arrêté.

Ces mêmes prescriptions sont seules d'application en cas de contradictions entre les indications du dossier de la demande et les stipulations de la présente autorisation.

2) Le dossier de la demande d'autorisation ainsi que les autres pièces liées à l'autorisation d'exploitation pourront être consultés auprès de l'Inspection du travail et des mines par toute personne pouvant démontrer un intérêt légitime.

3) Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant afin de garantir la sécurité et l'hygiène, la salubrité et l'ergonomie sur le lieu de travail ainsi que d'une façon générale la sécurité, la salubrité ou la commodité par rapport au public ou au personnel.

4) L'exploitant doit se soumettre aux obligations nouvelles qui pourront lui être imposées ultérieurement par l'autorité compétente dans l'intérêt de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public ou au personnel.

5) L'exploitant devra faire parvenir à l'Inspection du travail et des mines dans les délais indiqués tous les rapports de contrôle énoncés, le cas échéant, dans la présente autorisation.

6) Une nouvelle autorisation est requise pour tout transfert, toute extension et toute transformation du site d'installations radioélectriques fixe.

7) La visite du site d'installations radioélectriques fixe par les agents de l'autorité de contrôle compétente doit être concédée en tout temps par l'exploitant.

8) Lors d'un contrôle d'inspection, une copie de la présente autorisation d'exploitation doit être mise à la disposition de l'autorité de contrôle compétente.

9) La présente autorisation est à porter à la connaissance du personnel du site d'installations radioélectriques fixe, qui doit pouvoir la consulter à tout moment.

10) Le site d'installations radioélectriques fixe doit être mis en exploitation dans un délai de 24 mois à partir de la date de la notification du présent arrêté.

11) Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

12) La présente autorisation ne dispense pas de l'obtention d'autres autorisations éventuellement requises en vertu d'autres dispositions légales applicables en la matière.

## **II) Conditions particulières**

Le site d'installations radioélectriques fixe doit être mis en œuvre, construit, aménagé et exploité conformément aux prescriptions des publications jointes en annexe et faisant partie intégrante du présent arrêté:

### **ITM-CL 17.2:**

Installations électriques



### **ITM-SST 1105.1:**

Conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à haute fréquence

Conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à haute fréquence

À l'article 1. Objectif et domaine d'application, l'alinéa 2 est remplacé par :

« Elles s'appliquent à tout site d'installations radioélectriques produisant des ondes électromagnétiques non-ionisantes comprises dans la bande de fréquence de 10kHz à 300 GHz dont la somme des puissances maximales fournies à l'entrée des antennes est supérieure ou égale à 50 W. »

Par dérogation à l'article 5.1 le champ de proximité dans la direction du rayonnement peut être calculé soit par la formule  $d < d_{min}$  (voir sub 2.10) ou par un programme de simulation du champ de proximité en considérant les différents systèmes d'antennes des différents opérateurs et fréquences installés sur un site. La conformité de cette simulation doit être certifiée par un expert.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article « 10 Réception » une réception par un organisme de contrôle n'est pas requise.

### **ITM-SST 1407.4:**

Sécurité relative aux travaux en hauteur sur cordes

### **ITM-SST 7407.3:**

Sécurité relative aux travaux en hauteur sur cordes - Aide mémoire

## **III) Conditions particulières concernant les accumulateurs électriques**

- 1) S'agissant d'équipements électriques susceptibles de produire des étincelles, il est interdit de déposer des outils ou d'autres objets métalliques sur ou près des accumulateurs ou de superposer les blocs d'accumulateurs.
- 2) Il faut garantir que le local des accumulateurs est ventilé ou par d'autres moyens éviter toute accumulation de gaz tonnants.
- 3) L'installation et l'entretien des accumulateurs et des équipements électriques doivent être assurés par des personnes qualifiées.

## **IV) Définitions**

- 1) Par radiotechnique, on entend la technique qui utilise des ondes radioélectriques.
- 2) Par installation radioélectrique, on entend l'installation qui permet de communiquer par l'émission d'ondes radioélectriques en utilisant le spectre lui attribué et utilisant une technologie spécifique. Dans ce cas précis on distingue entre la technologie pour la transmission d'ondes de la gamme d'ondes attribuées au service radiocommunication (téléphonie mobile) et la technologie pour la transmission d'ondes de la gamme d'ondes attribuées au service radiocommunication pour liaisons point à point.
- 3) Par somme des puissances maximales fournies à l'entrée des antennes, on entend le total des puissances maximales à l'entrée des antennes de la même technologie installées sur un site d'installations radioélectriques fixe et dont les courbes iso-valeurs de 8 V/m pour le champ électrique sont susceptibles, en faisant varier l'azimut et le tilt, de se chevaucher.



4) Par lieux où des gens peuvent séjourner, on entend notamment les places de travail que les salariés occupent pendant la plus grande partie de leur temps de travail comme des bureaux, ateliers, les hôpitaux, les foyers et les centres intégrés pour personnes âgées, maisons relais, crèches etc.

### V) Rapports de réception

Un rapport de réception et de contrôle, dressé par un organisme de contrôle choisi parmi ceux publiés au règlement ministériel du 6 mai 1996 concernant l'intervention d'organismes de contrôle dans le cadre des compétences et attributions de l'Inspection du travail et des mines, doit être établi pour l'ensemble du site d'installations radioélectriques fixe.

Une copie du dossier de la demande d'autorisation y comprises, le cas échéant, les informations supplémentaires ainsi que la présente autorisation, sont à mettre à disposition de l'organisme de contrôle par le commettant de l'organisme de contrôle.

Le rapport en question doit comprendre:

- a) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer dans le cadre des différentes conditions d'exploitation respectivement des prescriptions de sécurité et de santé-types jointes en annexe à la présente autorisation;
- b) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer des installations de sécurité, telles que les installations de détection d'incendie, les installations d'extinction automatique, les équipements de lutte contre l'incendie, les portes et installations coupe-feu et coupe-fumée, les chemins d'évacuation et les issues de secours, les installations de détection de gaz, l'éclairage et la signalisation de sécurité, le compartimentage, le désenfumage, etc.;
- c) la réception de la mise en sécurité des machines et autres équipements de travail;
- d) la réception et tous les contrôles et essais à effectuer des installations électriques.

Le rapport de réception et de contrôle final doit être soumis pour visa par l'organisme de contrôle à l'Inspection du travail et des mines avant la mise en exploitation des nouvelles installations.

Sont visées les prescriptions de sécurité et de santé-types suivantes avec les articles afférents respectifs dont des extraits sont cités ci-après. Des allègements, dispenses et dérogations aux présentes prescriptions peuvent être accordés cas par cas mais uniquement si des mesures de rechange garantissant une protection au moins équivalente sont prises.

<b>ITM-SST 1105.1</b>	Conditions d'exploitation pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques à haute fréquence  (...) Art. 10 En cas de doute concernant la comptabilité électromagnétique, l'exploitant de l'antenne doit charger, sur demande de l'Inspection du travail et des mines et à ses propres frais, un organisme de contrôle qui mesure les champs électriques, magnétiques ou électromagnétiques. Les mesures doivent obligatoirement se faire conformément à la prescription : DIN 57848-1/VDE 0848-1 « Sicherheit in elektrischen, magnetischen und elektromagnetischen Feldern – Teil 1 : Definitionen, Mess- u. Berechnungsverfahren ». (...)
<b>ITM-SST 1407.4</b>	Sécurité relative aux travaux en hauteur sur cordes





	<p>(...)</p> <p>Art. 5 Les points d'ancrage ainsi que les équipements de protection individuelle sont à contrôler par un organisme de contrôle agréé à raison d'une fois par année.</p> <p>(...)</p> <p>Les contrôles effectués par l'organisme de contrôle comportent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une appréciation de l'installation des cordes (voir chap. 8)</li> <li>- une appréciation de l'état du matériel utilisé (voir chap. 7)</li> <li>- un contrôle de l'âge du matériel utilisé (voir chap. 7)</li> <li>- un contrôle des documents de formation des salariés (voir chap. 9)</li> <li>- des essais à effectuer sur les points d'ancrage (voir chap. 6) resp. des contrôles visuels des points d'ancrage si des essais ne sont pas nécessaires conformément au chapitre 6.</li> </ul> <p>Les rapports de contrôle sont à présenter par l'organisme de contrôle à l'Inspection du travail et des mines pour visa.</p> <p>(...)</p> <p>Art. 6 Les essais des points d'ancrage se font une première fois avant la première mise en service du chantier par l'organisme de contrôle. Les essais se répètent ensuite à la cadence de tous les deux ans sauf indication contraire du fabricant.</p> <p>(...)</p>
--	--

**Article 3:** - Le présent arrêté et ses annexes sont transmis par l'Inspection du travail et des mines à l'intéressé pour lui servir de titre et à l'Administration communale de la Ville de Luxembourg pour en faire assurer l'exécution conformément aux dispositions de l'article 16 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

**Article 4:** - Conformément à l'article 19 de la loi modifiée du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1999 portant révision de l'article 95 de la constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir de la notification de la décision.

Le Ministre du Travail, de l'Emploi  
et de l'Économie sociale et solidaire  
par délégation



Marco BOLY  
Directeur  
de l'Inspection du travail  
et des mines